

**Mercredi 20 février 2019 à 18 heures 30**  
**salle Maurice Thorez à Tarnos**  
**Meeting pour l'élection européenne, avec Ian Brossat, tête de liste**  
**L'EUROPE DES GENS. AVEC IAN BROSSAT, LE PCF PROPOSE UNE LISTE POPULAIRE**

**Nos têtes de liste :**

**Professeur de français, maire adjoint de Paris chargé du logement et de l'hébergement d'urgence, Ian Brossat a ouvert le premier centre d'hébergement pour sans-abris dans le 16<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.**

**Entrée à l'usine à 16 ans, ouvrière textile pendant 43 ans à Poix du Nord (Nord), Marie-Hélène Boulard a été à la tête du combat face à Bernard Arnault afin d'éviter la délocalisation de son usine. Le 26 mai prochain, elle deviendra la première femme ouvrière à siéger au Parlement européen.**

**« J'ai appris qu'il fallait toujours se battre pour obtenir quelque chose. Dès mon entrée à l'usine Bidermann en tant que presseuse, j'ai été contactée par le délégué syndical CGT qui m'a fait adhérer. Je suis toujours restée militante à la CGT, puis au PCF. »**

Les sections du parti organiseront le déplacement des militants et des personnes qui veulent participer à cet important meeting organisé par nos camarades des Landes. Prendre contact avec elles.



**Importante déclaration du secteur international sur le Venezuela :**  
**face aux violations du droit international, privilégier la voix du dialogue et de la paix**

Dans un Venezuela au cœur de la stratégie néo-impérialiste de l'administration Trump en Amérique latine, s'affrontent les questions de légalité et de légitimité dans les différentes mobilisations populaires. Alors que les forces progressistes arrivées au pouvoir dans de nombreux pays latino-américains n'ont eu de cesse à résoudre les problèmes de pauvreté, d'inégalité, de reconquête et préservation des souverainetés nationales en œuvrant à des types de coopération nouveaux face aux États-Unis, une réalité s'impose: la détérioration économique/sociale issue d'une crise due en partie à des erreurs stratégiques d'un pouvoir vénézuélien qui, au-delà de privilégier la seule richesse du pétrole, n'a su sortir la maîtrise économique des mains d'une bourgeoisie oligarque. Aubaine pour les spéculateurs de tout genre en quête de renverser un pouvoir bolivarien qui s'est fragilisé en affaiblissant les capacités productives, accélérant sa dépendance sur des produits de première nécessité, qui leur a donné prise pour organiser pénurie, corruption, marchés parallèles, immigration. C'est sur ces braises que l'opposant Guaido a imposé son coup de force en s'autoproclamant « président légitime ». Offensive couplée d'une ingérence et bataille idéologique extérieure hors norme s'attaquant à la souveraineté populaire, menaçant la paix intérieure du Venezuela, mais également régionale au regard des évolutions au Brésil et en Colombie. Un facteur unit encore une grande partie de la population, y compris de l'opposition qui ne veulent ni d'une guerre civile, ni d'une intervention étrangère : celui du respect de la souveraineté nationale face à des États Unis qui veulent rayer l'idée de nation et remettre en cause l'unité territoriale du pays. L'armée, pour laquelle Guaido et Trump appellent à lâcher Maduro leur promettant l'amnistie, pour sûr jouera un rôle déterminant dans la crise actuelle où des affrontements massifs sont à craindre. Le blocus économique décidé par Trump - qui n'en est plus à soutenir un coup d'État mais à l'organiser - dans sa mise en garde dernièrement contre l'impact négatif de mesures coercitives unilatérales, Idriss Jazairy, rapporteur spécial de l'ONU, a déclaré « n'est pas la réponse à la situation politique du Venezuela », en rajoutant: « L'utilisation de sanctions de la part de pouvoirs extérieurs pour renverser un gouvernement élu est en

violation de toutes les normes du droit international » et « l'urgence nécessaire pour tous les acteurs concernés de participer à un dialogue politique inclusif et crédible pour aborder la longue crise que traverse le pays, dans le plein respect de l'État de droit et des droits humains ». En ce sens, la reconnaissance de Guaido comme président légitime par les EE UU et certains membres de la communauté internationale, dont la France, contribuent à mettre de l'huile sur le feu. Des voix montent pour la paix : sur 33 pays latinos, seulement 14 reconnaissent Guaido comme président légitime, le Mexique et l'Uruguay ont proposé leur médiation pour aller vers un accord politique de sortie de crise; une main tendue à laquelle Maduro a répondu positivement tout en proposant de nouvelles législatives sur la base d'un réel débat politique en réponse à l'ultimatum européen. 120 universitaires et intellectuels latino-américains et européens viennent de signer un appel international pour aller vers une solution négociée. C'est le sens du blocage imposé à la requête des États-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU par la Russie, la Chine et Cuba, entre-autres dernièrement. C'est également la voix particulière du PCF qui n'en reste pas à afficher une solidarité de principe avec le gouvernement et Maduro sur la seule base que leur politique proclame la poursuite de la révolution bolivarienne ou parce qu'ils sont dans le viseur de Donald Trump; mais qui en appelant à favoriser le dialogue prend position sur les faits à l'aune des idées politiques qu'il défend: l'émancipation humaine et sociale, les droits et libertés humaines et politiques, la défense des souverainetés populaire et nationale, la lutte contre les intérêts privés, la criminalité en col blanc, et la captation des richesses nationales par les multinationales et le secteur privé, de même que l'intégrité des territoires; le rejet des ingérences militaires et politiques, et de la déstabilisation par la violence qui est la tactique choisie par certains secteurs de l'opposition à Maduro. Réunir les protagonistes de ce conflit autour d'une table pour une négociation serait une issue pacifique, préférable pour les Vénézuéliens qui souffrent considérablement.

**Laurent Pérea, membre du Conseil national du PCF, responsable adjoint de Relations internationales en charge de l'Amérique latine**

Imprimé par la SARL Les Nouvelles des PA - 50 avenue Jean Mermoz 64000 PAU - Publicité, rédaction, administration : Dominique Mélé - Numéro commission paritaire : 0123P11421

# Les Nouvelles des Pyrénées-Atlantiques

Année 2019- Abonnement 30 € - Le numéro 0,45 € - Numéro 711 (nouvelle série) du 15 février 2019

## LES COMMUNISTES EN ORDRE DE MARCHÉ

## Édito

Si « Médiapart » n'a fait que relater le contenu du rapport de la **Commission nationale des comptes de campagnes et des financements politiques**, plaçant le Parti Communiste Français premier parti de France en tenant compte des nombres de députés et d'adhérents et des montants de cotisations encaissées; apparemment **Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA)** ne doit pas en avoir connaissance car cela ne se traduit pas par une couverture médiatique en adéquation.

Au-delà des chiffres, ce constat est révélateur d'un parti structuré qui irrigue tout le territoire, avec des adhérents et des militants présents quasiment partout.

Ceux qui, depuis 1989, disent le Parti Communiste « moribond », en sont pour leurs frais et devront se contenter de continuer à scander leur désir...

Depuis leur congrès de novembre 2018, les Communistes ont mis en œuvre, dans notre département dès le mois de janvier, leur feuille de route.

Initiatives sur le pouvoir d'achat, signatures de pétitions et la mise en œuvre des Cahiers de l'espoir pour aller au contact avec les citoyens, leur donner la parole, dialoguer, éclairer et expliquer nos propositions.

En plus du matériel de communication dont nous pouvons disposer, notre force principale - et aussi notre devoir de militant - est de privilégier et amplifier ces contacts individuels ou en petit groupe qui permettent des échanges riches et contribuent à améliorer les prises de consciences.

Nous devons savoir écouter et entendre mais nous ne sommes pas en reste non plus pour être force de proposition, et la matière ne manque pas.

Justice sociale, justice fiscale, utilisation de l'argent, partage des richesses, démocratie, services publics, écologie, ruralité...

Macron a mis en œuvre « son grand débat ». Sachons l'investir sans tabous et interdits partout où il a lieu, mais il est certain que nous aborderons tous les sujets, même ceux qui ont été écartés par le pouvoir pour ne pas toucher au saint des saints : le capitalisme.

Les Communistes n'ont pas à rougir de leur rôle et de leur impact dans la vie de notre société, tant aujourd'hui (même s'il y a une volonté délibérée des médias dominants pour occulter nos actions) que dans les décennies passées.

Combien de citoyens réalisent et ont conscience qu'ils utilisent et bénéficient au quotidien de conquêtes sociales dans lesquelles les Communistes ont joué un rôle prépondérant ?

C'est le cas avec la Sécurité Sociale issue de la volonté du Conseil National de la Résistance où les Communistes ont joué un rôle important et ont ensuite, avec le ministre communiste Ambroise Croizat, mis en place cette conquête sociale irremplaçable dans une période où le pays était en ruine et où les moyens financiers manquaient.

Qui réalise qu'il s'en sert au quotidien quand il est malade ou accidenté du travail, qu'il en bénéficie au travers d'aides à la famille, qu'il en bénéficie quand il est retraité ou quand il le sera ? Sans jouer aux anciens combattants, sachons rappeler et expliquer ces réalités concrètes actuelles et le rôle des Communistes.

Et ce que les Communistes ont su faire hier, ils en sont tout autant capables aujourd'hui, car c'est dans leur ADN.

Sachons expliquer que l'argent existe et qu'il est possible de l'utiliser au service de l'intérêt général et du plus grand nombre. Il y a plus d'argent en 2019 qu'en 1946.

C'est du partage des richesses créées par le plus grand nombre dont il s'agit.

Mais pour cela, il faut s'opposer et combattre sans relâche le capitalisme qui, lui, accapare l'essentiel de ces richesses. Et combattre ceux qui le mettent en œuvre avec servilité et bien sûr avec intérêt.

Macron et son gouvernement sont de ceux-là.

Mais ce capitalisme n'est pas que national, il n'a plus de frontières et nous devons nous battre sur tous les fronts avec toutes les forces progressistes qui le veulent réellement.

C'est tout l'enjeu du moment avec les élections européennes qui vont avoir lieu dans peu de mois.

Les communistes ont validé leur liste « **L'EUROPE DES GENS, PAS L'EUROPE DE L'ARGENT** » il n'y a que quelques jours avec **Ian Brossat** et **Marie-Hélène Boulard** comme têtes de liste.

**Les Communistes sont en ordre de marche et ils entrent en campagne.**

Un premier meeting aura lieu dans notre région avec la venue de **Ian Brossat** chez nos amis landais le **mercredi 20 février 2019 à 18 heures 30 salle Maurice Thorez à Tarnos.**

Prenez nos dispositions pour y participer très nombreux.

**Georges Bouilly**

Dispensé de timbrage - PAU PPDC

Presse urgente

Distribué par la poste

Déposé le 14 février 2019

## SOMMAIRE

- Santé : ça va mal
- Élections à la Chambre d'agriculture
- Netanyahu et les antisémites ensemble dans l'islamophobie !
- MOUREN : Les cahiers de l'espoir - Faites part de vos propositions
- Bienvenue pour une Europe de la solidarité et des cultures ! Samedi 16 et dimanche 17 février à TARBES
- Loi anticasseurs : 3 élus départementaux sont favorables à l'atteinte aux libertés
- Meeting pour l'élection européenne, avec Ian Brossat
- Importante déclaration du secteur international sur le Venezuela

INFORMATIONS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Fédération des Pyrénées - Atlantiques - 50 avenue Jean Mermoz, 64000 PAU [pcf.pa@orange.fr](mailto:pcf.pa@orange.fr)

## Santé : ça va mal, mais il faut encore accentuer la purge budgétaire et encore plus attaquer les droits des salariés, dit Migaud

M. Didier Migaud, ancien membre du PS, nommé premier président de la Cour des comptes le 23 février 2010 par Sarkozy, continue de sévir sous Macron. « Notre pays doit amplifier et systématiser la modernisation de ses services publics pour les rendre plus efficaces et plus efficaces », l'exécutif doit engager « en profondeur » une cure d'austérité sur les finances de l'État.

Un peu de traduction s'impose : amplifier la modernisation doit se comprendre : poursuivre et aggraver les « restructurations » et autres « réorganisations » pour continuer à supprimer des moyens matériels et humains au service public de santé, continuer de s'attaquer aux statuts et au salaire des personnels de santé. Il faut « améliorer la compétitivité et l'efficacité » du système dans lequel la part du privé augmente et s'intègre davantage, tandis que les attaques contre le système de la Sécurité Sociale s'accroissent.

C'est dans ce cadre, complètement effacé de son discours, que le directeur de l'Agence régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine, ouvre dans le journal Sud-Ouest ses pistes de réflexion. De la même façon que son représentant départemental avait présenté il y a quelques mois son « projet départemental » au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie dans la salle du conseil départemental à Pau, c'est-à-dire

sans la moindre allusion aux moyens financiers, ni aux inquiétudes, aux revendications, aux colères et aux détresses des personnels hospitaliers, comme à celles des autres personnels de santé et celles des aidants.

Alors, M. Laforcade, le directeur de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine, a beau jeu de citer l'exemplarité (réelle) de la maison de santé pluridisciplinaire de Bedous; comme sa ministre, il ne répond absolument pas aux besoins de la population, à ses inquiétudes.

Il est intéressant de remarquer les réponses des ministères de la Transition écologique et de l'Économie. Ils disent partager les préconisations des magistrats financiers de la Cour des comptes, tout y en apportant un soutien prudent. Ce thème « fait l'objet d'une sensibilité particulière dans un contexte social global tendu », tout en étant favorables à une évolution dans « une perspective à moyen terme, compte tenu de la forte sensibilité sociale attachée à ces sujets ».

**Ce qui, en langage clair, veut dire qu'il est indispensable de soutenir encore mieux les revendications syndicales des personnels et les revendications des usagers, tout en accélérant la réflexion et l'action des Communistes.**

**JJLM**

## Clinique Labat à Orthez : rejet du plan de licenciements

Dans son « contrat santé », la clinique s'est engagée à répondre aux besoins des patients qui lui font confiance, et promet une plate-forme de soins conforme à leur attente. C'est une bonne chose.

Ces récentes intentions laissent apparaître une grave entorse à son contrat.

C'est inacceptable et mortifère car cela met en péril l'existence même de l'offre de soins annoncée. Avec le personnel soignant et administratif, leurs élus et la grande majorité de la population, les Communistes soutiennent et soutiendront toute action engagée pour mettre en échec ce plan dévastateur d'emplois. Pour enrayer ce funeste comportement les moyens financiers existent.

L'Agence Régionale de Santé (ARS), les banques et autres organismes sociaux peuvent et doivent répondre politiquement et favorablement aujourd'hui à l'exigence de faire barrage aux licenciements envisagés. Il faut au contraire maintenir et développer une activité digne du 21<sup>ème</sup> siècle.

**Hervé Cabannes, secrétaire de section, le 6 février**

**Jeudi dernier, le comité de soutien récemment créé et le syndicat CGT ont organisé à la mairie une réunion publique.**

## Élections à la Chambre d'agriculture

Alors que la situation d'une majorité de paysans est très inquiétante, seuls 55 % des agriculteurs du département ont voté.

La FDSEA, courroie de transmission du capitalisme agricole et du ministère de l'agriculture, obtient une large majorité. Rappelons que le MODEF ne présentait pas de candidat et appelait à voter pour les candidats de la Confédération paysanne. Cette organisation voyait par ailleurs ses candidatures divisées au sein du département sur un modèle d'ancien régime féodal reprenant les provinces d'avant 1789. Il s'agit

de la conséquence d'une stratégie séparatiste qui s'inclut dans la création macronienne d'une « Communauté d'agglomération Pays basque » dont toutes les intentions ne vont pas dans le sens d'une réponse aux besoins de ses habitants.

Cependant, Michel Erbin, porte-parole départemental (« Béarn ») de la Confédération paysanne, est satisfait du résultat : « La Confédération paysanne du Béarn progresse. Cela veut dire qu'en Béarn, plus d'un paysan sur quatre a voté pour nous. Cela nous donne un siège. Sur le plan départemental, si l'on

ajoute les voix de la Confédération paysanne du Béarn et d'ELB, on s'aperçoit que la Confédération paysanne progresse de deux points supplémentaires. On va poursuivre ce travail de fond qui porte ses fruits. »

On doit analyser les raisons de la progression de la FDSEA, dans le cadre d'une faible participation au scrutin. Un travail de fond, politique, sur le sujet de l'agriculture, de la part des organisations locales du parti, doit aider à donner aux paysans des raisons de se rassembler pour construire leur défense et retrouver plus d'espoir. **JJLM**

## ABONNEMENT

## RÉABONNEMENT

**Si votre abonnement est arrivé à échéance fin décembre, afin de continuer à recevoir Les Nouvelles des Pyrénées-Atlantiques, nous vous invitons à renouveler votre abonnement à l'aide de ce coupon.**

L'équipe des Nouvelles vous remercie de votre fidélité.

NOM : ..... PR ÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : ..... VILLE : .....

Abonnement simple : 30 €  Abonnement de soutien : 50 €  Abonnement pour une collectivité : 50 €

**Chèque à libeller à l'ordre des Nouvelles des Pyrénées Atlantiques  
Les Nouvelles des Pyrénées Atlantiques - 50 avenue Jean Mermoz - 64000 PAU**

**Notre ami André Rosevègue, responsable aquitain de l'UJFP, nous fait le plaisir de donner cet article aux Nouvelles.**

## Netanyahu et les antisémites ensemble dans l'islamophobie !

Nous vivons une époque formidable mais qui a d'étranges relents.

Alors qu'Israël et ses soutiens les plus virulents dénoncent l'antisémitisme de ceux qui critiquent cet Etat et sa politique, Netanyahu s'entend avec les gouvernements les plus réactionnaires comportant parfois des éléments explicitement pro-nazis.

Aujourd'hui, les amis du gouvernement israélien, ce sont les gouvernements de Pologne et de Hongrie, c'est Trump et le nouveau Président du Brésil. On trouve un parti ouvertement pro-nazi en Hongrie. Le gouvernement polonais a fait voter un loi interdisant toute référence à une participation polonaise au génocide des Juifs d'Europe. Le lobby sioniste le plus radical aux Etats-Unis est celui des évangélistes qui attendent du retour de tous les Juifs en Palestine le retour du messie et l'envoi en Enfer de tous ceux qui ne se convertiront pas à la vraie foi.

Leur point commun : de violentes politiques anti-migrants, et l'Islam en bloc comme LA menace.

Alors, il est peut-être utile de reprendre des définitions basiques.

**Un juif**, c'est un adepte de la religion juive, qui a d'abord été celle du peuple hébreu.

**Un Juif**, c'est quelqu'un qui aujourd'hui ressent comme une part au moins de son identité le fait d'avoir une relation personnelle à l'histoire et à la culture juives, quelles que soient ses convictions religieuses ou son athéisme

**L'antisémitisme**, c'est dans le délire classificatoire né dans le dernier tiers du XIX<sup>ème</sup> siècle la définition d'une race sémite imaginaire à combattre en raison de ses tares physiques et

morales, une manière de voir les Juifs comme les nomades arabes, inassimilables au monde blanc européen.

Dans les deux cas en Europe, alors même que les Juifs ont été longtemps exclus du droit de la propriété du sol et confinés dans le servage agricole, les métiers artisanaux souvent misérables, le doigt des antisémites a été pointé sur leur activité financière théoriquement interdite aux Chrétiens (mais, faut-il le répéter ?, il y a plus de Juifs pauvres que de Juifs riches, plus de riches non Juifs que de riches Juifs !)

Le mouvement du **sionisme** politique fondé par Théodore Hertzl, c'est l'idée que la seule solution pour échapper à l'antisémitisme était de créer un Etat des Juifs. Il s'agit donc de considérer que les Juifs constituent une Nation, que chaque Nation doit avoir son Etat, adhésion tardive au mouvement des nationalités du XIX<sup>ème</sup> siècle européen. Et Hertzl va chercher à négocier avec les différents Empires pour trouver « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». La force symbolique de l'idée du « retour » éclipsera toutes les autres localisations coloniales envisagées (Argentine, Madagascar, Ouganda).

**L'antisionisme** sera d'abord une idée juive, largement majoritaire parmi les Juifs d'Europe jusqu'à la deuxième guerre mondiale : en Occident, ils sont de plus en plus intégrés dans des sociétés laïcisées. A l'Est, ils sont plus nombreux encore à participer aux courants anarchistes, communistes, socialistes, ou adhérent à l'Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie, le

Bund, et comptent sur la révolution pour leur émancipation.

Aujourd'hui, l'antisionisme, c'est toujours la critique de cette idéologie de la séparation, c'est la critique de cet Etat qui, fondé grâce à l'appui de l'impérialisme britannique et développé grâce au soutien indéfectible de l'impérialisme américain, pratique un colonialisme de peuplement, l'épuration ethnique, qui discrimine et justifie ses crimes contre l'humanité. (1)

Car si l'antisémitisme n'a pas disparu dans la vieille extrême droite, si les masses arabes et musulmanes victimes de discriminations sont poussées à l'antisémitisme par leurs féodaux et leurs dictateurs, c'est la politique d'Israël qui est aujourd'hui le ferment le plus sûr de ce racisme à combattre avec tous les autres.

Voilà pourquoi, contre l'apartheid israélien, la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) est notre réponse.

**André Rosevègue, Union juive française pour la paix Aquitaine**

**1) Comment le sionisme est devenu dominant dans les communautés juives, cela suppose un autre article.**

*L'UJFP est une organisation juive laïque, universaliste, s'opposant à l'occupation des territoires palestiniens. Elle milite, notamment dans le Collectif Palestine, pour la reconnaissance du droit du peuple palestinien à un État, pour la reconnaissance du droit au retour des réfugiés palestiniens, pour le démantèlement des colonies en Cisjordanie, pour le retrait des colons israéliens de tous les territoires occupés, Jérusalem-Est compris. Elle est affiliée au réseau des Juifs européens pour une paix juste.*

## MOURENX : Les cahiers de l'espoir - Faites part de vos propositions

Le président de la République et son gouvernement ont lancé un grand débat national. Tout est mis en œuvre pour que ce débat soit totalement contrôlé. Le président veut décider seul des questions comme des réponses. Ne laissons pas faire. Emparons-nous toutes et tous du débat. Bousculons-le en posant toutes les questions sur la table sans tabous.

La section du bassin de Lacq du Parti Communiste Français vous propose de recueillir vos propositions pour qu'aucun sujet ne soit étouffé ou écarté. Il faut que le pouvoir entende vraiment, dans la diversité d'expression, la réalité de tout ce qui occupe, contraint les citoyens. A l'issue de ces différents échanges, nous porterons vos propositions en mars au président de la République

**Une permanence sera assurée les lundis 18 février, 25 février et 4 mars, de 16 à 19 heures à l'adresse suivante : MOURENX – quartier Est – Place Louis Anton 19 route de Monein**

## Bienvenue pour une Europe de la solidarité et des cultures !

**Samedi 16 et dimanche 17 février à TARBES (route de Juillan, zone de Bastillac)**

**Nous ne composerons pas avec le fonds de commerce de l'extrême-droite. La migration n'est un mal que dans les sociétés qui tournent le dos au partage.**

En présence active de Marie-Pierre Vieu, députée européenne PCF/GUE-NGL et de nombreux artistes et écrivains dont François Salvaing et Mouss et Hakim, des Motivés. **Faire de la diversité culturelle la leur et la nôtre. La base de l'échange et du dialogue permet de construire des passerelles entre les individus et les groupes sociaux.**

**Espace cinéma, espace librairie, restaurant et buvette.**

## Loi anticasseurs : 3 élus départementaux sont favorables à l'atteinte aux libertés

Il est intéressant de voir quel a été le vote des députés du département lors du scrutin relatif à la loi « anti-casseurs ».

Trois d'entre eux ont voté pour : les MoDem Vincent Bru, Florence Lasserre et Jean-Paul Matteï. Ces éminents démocrates, qui n'ont pas dû entendre M. de Courson, trouvent que le texte n'est pas du tout liberticide, mais qu'on pourrait quand même un peu l'améliorer. Il permet toujours de manifester. Merci Messieurs.

Mme Poeyto, MoDem, s'est abstenue en raison de l'article 2.

MM Habib (PS) et Lassalle (non inscrit) ont voté contre. David Habib a rappelé une déclaration faite par Mitterrand dans des circonstances semblables : « Vous ne faites pas une loi de justice mais une loi de police ».

La loi et l'ordre sont rudement défendus dans le département par les interdictions administratives de manifester et les lanceurs de balle de défense éborgeurs. Nos trois vaillants représentants de l'ordre sont moins décidés quand il s'agit de défendre les droits des salariés et les services publics...